

période où les chefs politiques canadiens réalisaient et consolidaient l'autonomie du Canada dans le domaine des relations extérieures, il était peut-être naturel que l'appréciation des liens qui unissent les pays du Commonwealth n'allât pas, en certains milieux, sans une forte dose de circonspection. Ce manque de confiance fut entretenu par des propositions périodiques tendant à créer un système centralisé qui aurait donné la forme d'institution à la coopération très étroite et continue, mais souvent officieuse, qui existait déjà entre les membres du Commonwealth, propositions qui avaient surtout pour objet, de l'avis de plusieurs de leurs tenants, de permettre à tous les pays du Commonwealth d'avoir une politique étrangère unique. Le Canada s'est toujours opposé à ces propositions, tant parce qu'aux yeux de bien des Canadiens l'action collective paraissait alors exposée à subir trop fortement l'influence des intérêts impériaux, que parce que de tels arrangements au sein du Commonwealth semblaient devoir être un obstacle à une collaboration plus étroite avec les États-Unis. L'opinion publique du Canada est, à mon avis, toujours aussi fermement opposée à un Commonwealth centralisé, quoique ce soit pour d'autres raisons qui découlent de l'évolution des circonstances actuelles. Ce n'est plus cependant un problème sérieux, car avec ses trois membres asiatiques, le nouveau Commonwealth se prête encore moins que l'ancien aux propositions de centralisation.

Dans tous les pays qui en font partie, on saisit bien, je pense, la nature du Commonwealth d'aujourd'hui; c'est pour cette raison que la réserve et la méfiance qui ont caractérisé l'attitude du Canada dans le passé sont maintenant en grande partie dissipées. D'un autre côté, les Canadiens ont découvert des avantages nouveaux et positifs dans leur adhésion à cette grande famille de nations libres. L'échange constant de renseignements et de consultations qui s'accomplit entre les diverses parties du Commonwealth moderne en constitue pour ainsi dire l'influx vital et permet au Canada d'entretenir des relations étroites et amicales non seulement avec le Royaume-Uni et les autres pays du Commonwealth qui partagent avec nous l'héritage de la civilisation occidentale, mais aussi avec quelques-uns des pays les plus importants de l'Asie. Dans un monde aussi tiraillé par la division et la mésentente que le nôtre, ce n'est pas, ce me semble, un mince avantage que les chefs de l'Asie et de l'Occident puissent siéger ensemble aux conférences du Commonwealth dans une atmosphère d'intimité et de complète égalité. Il y a certes d'autres liens entre les pays de l'Asie et de l'Occident, et j'espère qu'il y en aura beaucoup plus avec le temps. Mais parmi ceux qui existent déjà, le Commonwealth des Nations est, à mon avis, le plus important. Aussi importe-t-il de le maintenir, dans l'intérêt non seulement de ses membres mais aussi de tous les États libres.

III

C'est donc grâce au Commonwealth que le Canada en est venu à s'intéresser davantage à l'Asie. Nous reconnaissons que le progrès de la liberté en Asie regarde en premier lieu les peuples asiatiques eux-mêmes. Cependant, les pays de l'Ouest peuvent faire beaucoup, soit pour en favoriser, soit pour en entraver la marche; et il est évidemment capital que leurs plans visent à encourager la création d'institutions politiques libres solidement établies sur la prospérité sociale et économique. Si l'agression, la sottise ou l'inertie venaient à faire tomber l'ensemble de l'Asie sous le joug communiste, le monde libre subirait une mutilation tragique et serait même exposé à des dangers plus graves encore que ceux qu'il court aujourd'hui. La question de savoir ce que doivent faire les pays de l'Occident, y compris le Canada, est d'autant plus difficile que le panorama asiatique est immense et fort embrouillé, du moins aux yeux de l'Occident. Il s'en détache cependant quelques points de repère sur lesquels le Gouvernement canadien s'est guidé pour élaborer sa politique. En premier lieu, dans certains pays asiatiques, comme ailleurs, des changements sociaux s'imposent. Il importe donc que l'action des pays de l'Occi-